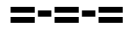


BURKINA FASO



Unité-Progrès-Justice

CADRE NATIONAL POUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES AU BURKINA FASO

Comité National de Biosécurité

JANVIER 2005

Deni de responsabilité

L'information contenue dans ce document est fournie par le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, Burkina Faso et les points de vue présentes sont ceux du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie.

Le PNUE n'est pas responsable des informations fournies dans ce document. Le PNUE ne donne aucune garantie de sorte, exprimée ou sous-entendue, incluant mais non limitée aux garanties d'exactitude, de fiabilité, de perfection ou au contenu d'une telle information dans ce document. En aucune circonstance, le PNUE ne sera responsable d'aucun dommage ou n'endossera aucune responsabilité ou dépense encourue ou subie résultant de l'utilisation ou de la confiance placée en l'information contenue dans ce document, incluant mais non limitée à n'importe quelle faute, erreur, confusion, omission ou défaut. En aucune circonstance le PNUE ne sera responsable de dommages directs, indirects, fortuits, spéciaux, punitifs ou conséquents.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	04
INTRODUCTION.....	05
EMPLOI DES TERMES	07
CHAPITRE I: RAPPELS SUR LES BIOTECHNOLOGIES ET LA IOSECURITE.....	09
1.1 HISTORIQUE DES BIOTECHNOLOGIES ET DE LA BIOSECURITE.....	09
1.1.1 Les classifications des applications biotechnologiques.....	09
1.1.2 Les enjeux des biotechnologies.....	10
1.1.3 Les Organismes génétiquement Modifiés.....	11
1.1.4 La sécurité biotechnologique.	13
1.2 CONTEXTE EN MATIERE DE SECURITE EN BIOTECHNOLOGIE.....	14
1.2.1 Contexte au niveau international.....	14
1.2.2 Contexte au niveau sous-régional.....	15
1.2.3 Justification d'un cadre national de sécurité en biotechnologie au Burkina Faso.....	16
CHAPITRE II: SYSTEME POLITIQUE NATIONAL EN RAPPORT AVEC LA BIOTECHNOLOGIE MODERNE ET LA BIOSECURITE:	18
2.1 POLITIQUES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN RAPPORT AVEC LA BIOTECHNOLOGIE MODERNE.....	19
2.2 STRATEGIES NATIONALES ET PLANS DE MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES.....	19
CHAPITRE III: LE CADRE NATIONAL POUR LA SECURITE EN BIOTECHNOLOGIE MODERNE DU BURKINA FASO:	21
3.1 CADRE INSTITUTIONNEL.....	21
3.2 STRUCTURE D'ANIMATION EN BIOSECURITE.....	22
CHAPITRE IV: SYSTEME JURIDIQUE DE PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES.....	23
4.1 LE CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE.....	23
4.2. LES REGLES NATIONALES EN MATIERE DE SECURITE EN BIOTECHNOLOGIE.....	25
4.2.1 Substance des règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie.	25
4.2.2 Mécanismes d'application des règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie	28

CHAPITRE V: APPROCHES TECHNIQUES POUR LE RENFORCEMENT DES SYSTEMES DE PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES AU BURKINA FASO.....	33
5.1 EVALUATIONES DU CADRE NATIONAL DU BURKINA FASO POUR LA SECURITE EN BIOTECHNOLOGIE MODERNE.....	33
5.1.1 Des politiques et stratégies en matière de biosécurité.....	33
5.1.2 Du cadre légal et réglementaire.....	34
5.2 ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES	
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	40
ANNEXES.....	41

SIGLES ET ABREVIATIONS:

ADN	: Acide Désoxyribonucléique
ANB	: Agence Nationale de Biosécurité
Bt	: <i>Bacillus thuringiensis</i>
CDB	: Conventionsur la Diversité Biologique
CNPB	: Comité National provisoire de Biosécurité
CSIB	: Conseil Scientifique Interne de Biosécurité
CSNB	: Conseil Scientifique National de Biosécurité
ER	: Evaluation des risques
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	: Fonds pour l'Environnement Mondial
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OGM	: Organisme Génétiquement Modifié
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONBS	: Observatoire National de Biosécurité
OVO	: Organisme Vivant Modifié
PNUE	: Programme des Nations Unies pour l'Environnement
UICN	: Union Mondiale pour la Nature

INTRODUCTION

La biotechnologie moderne est constituée d'une série de technologies qui permettent de manière précise d'induire, par des manipulations de la matière vivante afin de produire des caractères améliorés, voire nouveaux, en quantités plus importantes. Cette précision associée à la réduction des délais requis pour obtenir des résultats, rend ces nouvelles technologies particulièrement attrayantes. Elle comprend plusieurs applications dont la culture de cellules et de tissus, les manipulations des molécules et le génie génétique. Cette dernière application consiste à surmonter les barrières naturelles de la physiologie de la reproduction ou de la recombinaison pour mettre au point avec précision des produits désirés. Elle est pratiquée dans les secteurs de l'agriculture, de l'environnement de l'agro-alimentaire et de la santé.

Les produits du génie génétique sont appelés Organismes Vivants Modifiés ou Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) selon le langage courant.

Nul doute que le génie génétique ouvre de nouvelles perspectives pour le développement. En effet, cette technologie connaît un développement rapide dans les pays qui la maîtrisent. Le Burkina Faso considère donc cette technologie comme susceptible de contribuer de façon marquante au développement de son économie, dans la mesure où elle permettrait l'augmentation de la production agricole, la sécurité alimentaire, la préservation de l'environnement et l'amélioration de la santé humaine et animale. Le développement des biotechnologies et l'utilisation des produits dérivés sont une préoccupation pour le pays.

Cependant, les apports du génie génétique soulèvent de nombreuses questions sur les risques potentiels susceptibles d'apparaître sur le plan sanitaire et environnemental. Aussi, des controverses entourent les travaux de mise au point des OGM et l'utilisation de ces produits. Cela commande aux pays qui s'intéressent à cette technologie de prendre les dispositions qui s'imposent, sécuritaires notamment, pour minimiser ou éliminer les risques potentiels associés aux OGM.

La sécurité en biotechnologie (ou biosécurité) est l'ensemble des mesures prises pour réduire ou éliminer les risques potentiels découlant du développement de la biotechnologie moderne et de l'utilisation de ses produits. Compte tenu de la nature des OGM et des enjeux qui les entourent, la communauté internationale a négocié et adopté en 2000 un instrument juridique international à caractère contraignant, notamment le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, spécifiquement consacré à la prévention des risques biotechnologiques.

Un cadre national de sécurité en biotechnologie (ou de biosécurité) est un ensemble d'instruments politiques, stratégiques, institutionnels, légaux et réglementaires mis en place pour le transfert, la manipulation ou l'utilisation sans risques des Organismes Génétiquement Modifiés et des produits qui en sont dérivés, conformément aux dispositions de tels instruments.

Le présent cadre national de sécurité en biotechnologie est créé en application du Protocole de Cartagena sur la Prévention des Risques Biotechnologiques que le Burkina Faso a ratifié par décret n° 2003-208-/PRES/PM/MAECR/MFB/MECV du 25

avril 2003. Il constitue le cadre juridique qui doit régir les travaux de recherche et de développement en rapport avec les Organismes Génétiquement Modifiés et la conduite de tous les acteurs intervenant dans ce domaine dans le pays. Ce cadre national est appelé à se développer et à se renforcer, en rapport avec le développement du contexte et des obligations attachées au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

L'élaboration du présent cadre est rendu possible grâce à un don financier du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers le projet PNUE-FEM intitulé " Développement de cadres nationaux de biosécurité", dont l'objectif est d'aider les pays adhérents au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques à se doter d'un dispositif de contrôle et de conseil dans le domaine de la manipulation, du transfert et du commerce des Organismes Génétiquement Modifiés, en conformité avec ledit Protocole.

Ce cadre est le fruit de larges concertations nationales des représentants de toutes les catégories des acteurs et des utilisateurs d'OGM, notamment ceux des départements ministériels, de la société civile et des associations, des Organisations Non Gouvernementales ainsi que des opérateurs économiques.

Le présent Cadre National en matière de Sécurité en Biotechnologie comprend cinq (5) chapitres qui traitent respectivement de différents aspects de la biosécurité.

Le chapitre premier fait l'historique des biotechnologies et de la biosécurité, notamment celui des différentes classifications de la biotechnologie, celui des Organismes Génétiquement Modifiés, de l'origine de la notion de biosécurité, retrace le contexte actuel en matière de biotechnologie et de biosécurité dans le monde et la sous région ouest africaine et enfin donne la justification de la mise en place du cadre national de sécurité biotechnologique.

Le chapitre deux est consacré aux politiques de développement durable, relatifs aux biotechnologies et à la biosécurité, ainsi qu'aux stratégies et plans d'action de leur mise en œuvre

Le chapitre trois porte sur le cadre institutionnel et le système d'animation des actions de biosécurité.

Le chapitre quatre a trait aux instruments légaux et réglementaires en matière de sécurité en biotechnologie au Burkina Faso.

Le chapitre cinq est consacré à l'analyse de la forme et du contenu des composantes actuelles du cadre national de biosécurité et, à partir des insuffisances et des difficultés constatées, propose des orientations stratégiques pour un cadre national de biosécurité plus complet et plus réaliste en rapport avec le Protocole et le contexte national.

EMPLOI DES TERMES:

Au terme du présent cadre national de sécurité en biotechnologie les vocables qui suivent sont définis respectivement comme indiqué en leur regard:

« **Cadre National de Sécurité en Biotechnologie Moderne** » : ensemble des instruments politiques, stratégiques, institutionnels, légaux et réglementaires mis en place pour le transfert, la manipulation ou l'utilisation sans risques des Organismes Génétiquement Modifiés et produits qui en sont dérivés, conformément aux dispositions de tels instruments.

« **Organismes Génétiquement Modifiés** » : toute entité biologique, c'est-à-dire les plantes, les animaux, les micro-organismes (par exemple virus, bactéries, champignons), les cultures cellulaires, les vecteurs de transfert de gènes (plasmides, virus, chromosomes artificiels) ainsi que des entités génétiques sous forme de séquences d'ADN, dont le matériel génétique a été modifié par des techniques biotechnologiques modernes et qui sont capables de se reproduire ou de transférer du matériel génétique.

« **Produit transgénique** » : synonyme d'Organismes Génétiquement Modifiés

« **Produit dérivé d'organisme génétiquement modifié** » : tout matériel obtenu par la transformation, ou tout autre moyen, d'un organisme génétiquement modifié ou d'un produit d'organisme génétiquement modifié.

« **Biotechnologie** » : toute application technologique qui utilise des systèmes biologiques, des organismes vivants, ou des dérivés de ceux-ci, pour réaliser ou modifier des produits ou des procédures à usage spécifique.

« **Biotechnologie moderne** » : inclut les techniques suivantes:

- a) application de techniques *in vitro* au moyen d'acides nucléiques, y compris la recombinaison de l'acide désoxyribonucléique (ADN) et l'introduction directe d'acides nucléiques dans des cellules ou organites,
- b) fusion cellulaire d'organismes n'appartenant pas à une même famille taxonomique,
- c) procédure de production de microorganismes,

qui surmontent les barrières naturelles de la physiologie de la reproduction ou de la recombinaison et qui ne sont pas des techniques utilisées pour la reproduction et la sélection de type classique.

« **Evaluation des risques** » : l'évaluation des risques potentiels directs ou indirects à court, moyen et long terme, que peut poser pour l'environnement, la diversité biologique ou la santé humaine et animale, ainsi que pour l'environnement socio-économique et les valeurs éthiques du pays, l'utilisation confinée, la dissémination ou la mise sur le marché d'un organisme génétiquement modifié ou d'un produit dérivé d'organisme génétiquement modifié.

« **Dissémination dans l'environnement** » : toute introduction intentionnelle dans l'environnement d'un organisme génétiquement modifié ou d'un produit dérivé d'organisme génétiquement modifié. Cette introduction peut être faite suite au commerce d'OGM, des aides alimentaires avec des produits OGM, d'expérimentation d'OGM en champ pour la recherche, ou de production agricole d'un OGM.

« **Impact socio-économique** » : tous les effets directs ou indirects d'un organisme génétiquement modifié ou d'un produit dérivé d'organisme génétiquement modifié sur l'économie, les conditions sociales ou culturelles, les modes de vie, ou les connaissances ou technologies locales propres d'une ou de plusieurs communautés, et aussi l'économie du pays.

« **Notification** » : soumission de documents contenant les informations requises à l'Agence Nationale de Biosécurité, avec, le cas échéant, le dépôt des échantillons, impliquant l'entière responsabilité quant à l'exactitude et le caractère complet des informations.

« **Accord préalable en connaissance de cause** » : accord obtenu sur la base de toutes les informations nécessaires et sur la responsabilité engagée par le fournisseur de l'information quant à leur exactitude et leur caractère complet avant le début de toute activité.

« **Utilisation confinée** » : toute opération dans laquelle des organismes sont génétiquement modifiés ou dans laquelle des organismes génétiquement modifiés sont cultivés, stockés, utilisés, transportés, détruits dans un système et pour lesquels des barrières physiques, ou une combinaison de barrières physiques, chimiques et/ou biologiques, sont utilisées en vue d'empêcher le contact de ces organismes avec les personnels, la population et l'environnement.

« **Mouvement transfrontière** » : tout mouvement d'un organisme vivant modifié ou d'un produit dérivé en provenance d'un pays à destination d'un autre pays.

« **Sécurité en biotechnologie (ou biosécurité)** » : mesures prises pour réduire ou éliminer les risques potentiels découlant du développement de la biotechnologie moderne et de l'utilisation de ses produits

CHAPITRE I: RAPPELS SUR LES BIOTECHNOLOGIES ET LA BIOSECURITE

Les biotechnologies sont des outils utilisés par l'homme pour améliorer son bien-être. Mais certains produits de leurs applications, à savoir les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), suscitent non seulement des espoirs mais également des appréhensions.

1.1 HISTORIQUE DES BIOTECHNOLOGIES ET DE LA BIOSECURITE

La biotechnologie est une œuvre de l'homme. Elle se définit comme étant une manipulation de systèmes d'organismes vivants ou de processus biologiques dans le but d'obtenir des produits ou des caractéristiques spécifiques. Cette technique a évolué depuis lors, en se classifiant progressivement par "la biotechnologie traditionnelle", "la biotechnologie conventionnelle" et "la biotechnologie moderne".

1.1.1 CLASSIFICATION DES APPLICATIONS BIOTECHNOLOGIQUES

1.1.1.1 La biotechnologie traditionnelle:

Elle regroupe, par exemple, les techniques qui consistent à domestiquer les plantes et les animaux pour les besoins humains, sélectionner les semences ou les variétés en vue d'obtenir de meilleures rendements ou de satisfaire au goût de l'homme, préparer les produits de consommation par fermentation (ex: la bière de sorgho, le condiment à sauce préparé avec les graines de néré, l'huile de palme). Bien que n'étant pas hasardeuses, ces techniques sont à tort ou à raison qualifiées d'"empiriques". Aussi, les chercheurs s'étaient-ils investis à en savoir davantage sur les principes à l'origine des caractéristiques qui permettent l'obtention des produits désirés.

1.1.1.2 La biotechnologie conventionnelle:

Cette technique est apparue grâce à la découverte de la loi sur l'hérédité par Mendel au début du 19^{ème} siècle. Elle utilise les mécanismes de la reproduction sexuée pour faire des croisements entre les espèces de même famille en vue d'augmenter les rendements ou d'améliorer les caractéristiques des produits (couleur, masse, taille, goût, ...). L'évolution de la recherche en biotechnologie conventionnelle a permis de lancer la révolution verte (hybrides, engrais, pesticides) dans les années soixante. Cette technique est assujettie à des barrières naturelles, en ce sens qu'elle ne donne de résultats qu'entre les espèces de mêmes genres et de mêmes familles. Ainsi, par exemple, il est impossible de croiser une plante herbacée avec une plante ligneuse, un animal avec une plante. Grâce à la découverte (en 1950) de l'ADN, molécule qui est le support de l'hérédité, les scientifiques ont par la suite acquis la capacité de produire de nouvelles variétés avec une technologie beaucoup plus précise.

1.1.1.3 La biotechnologie moderne.

Cette technologie est le passage de la technologie conventionnelle à la modification des organismes par des techniques de laboratoire. Elle consiste à transférer des données génétiques d'une espèce à une autre afin d'obtenir l'expression de caractères désirés de l'organisme donneur chez l'organisme receveur.

Elle comprend plusieurs applications parmi lesquelles figurent *la culture de cellules et de tissus, les manipulations des molécules, la bio informatique et le génie génétique*. Ce sont les produits du génie génétique que l'on appelle les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) ou produits transgéniques.

En faisant allusion au génie génétique, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques définit la biotechnologie moderne comme étant::

- a) " l'application de techniques *in vitro* au moyen d'acides nucléiques, y compris la recombinaison de l'acide désoxyribonucléique (ADN) et l'introduction directe d'acides nucléiques dans des cellules ou organes,
- b) la fusion cellulaire d'organismes n'appartenant pas à une même famille taxonomique,

qui surmontent les barrières naturelles de la physiologie de la reproduction ou de la recombinaison et qui ne sont pas des techniques utilisées pour la reproduction et la sélection de type classique".

La biotechnologie moderne innove donc par le faits qu'elle permet:

- de transférer les caractéristiques d'un organisme à un autre différent du point] de vue des espèces, du genre, de la famille et du règne,
- d'obtenir avec précision les caractéristiques et les produits désirés,
- de produire en laboratoire des quantités plus importantes d'individus dans un espace réduit,
- de réduire le délai d'obtention des hybrides et des nouvelles variétés.

1.1.2 ENJEUX DES BIOTECHNOLOGIES

Les biotechnologies, surtout conventionnelle et moderne, représentent des moyens puissants pour répondre aux besoins des populations burkinabè. Cependant, ces technologies suscitent en même temps des craintes sur les plans scientifique, économique, sanitaire, écologique, socio-culturel et étique. En effet, bien que les espoirs liés aux utilisations biotechnologiques paraissent évidentes à court ou moyen termes, les utilisateurs de leurs produits restent sceptiques sur leurs impacts à long terme, car ils ne disposent pas encore d'assez de recul pour comparer les impacts avantageux à ceux négatifs, avérés ou supposés, sur l'environnement et la santé humaine.

Les espoirs eux reposent sur la conviction que dans notre monde d'aujourd'hui dont les ressources ne permettent pas de satisfaire aux besoins croissants, les biotechnologies peuvent permettre, entre autres,

- d'augmenter la production dans les secteurs agricole, forestier, halieutique et de l'élevage, par l'amélioration génétique,

- de réduire la pression sur l'environnement, en raison de la faculté de certains de leurs produits, destinés à la culture, d'augmenter les rendements,
- de minimiser la pollution de l'environnement, par la réduction de l'utilisation des pesticides chimiques nuisibles,
- d'augmenter les capacités de soins de santé et de protection sanitaire par les traitements avec des produits pharmaceutiques et de vaccination qui en sont issus,
- de réduire les investissements financiers dans la production végétale grâce à l'utilisation des OGM dotés de toxine en lieu et place des pesticides chimiques.

Cependant, les apports des biotechnologiques font également l'objet d'appréhensions qui se traduisent en interrogations sur, par exemple :

- l'incertitude quant à la garantie des bénéfices escomptés de l'utilisation de certains produits biotechnologiques, tels que les OGM,
- les risques probables de pollution de l'environnement par les bio pesticides,
- les risques de contamination ou de destruction d'espèces non visées,
- les impacts négatifs sur les bactéries des sols et le cycle de l'azote;
- la résistance du corps humain aux antibiotiques dérivés des OGM,
- le risque d'érosion génétique, suite à l'abandon des variétés de ferme jugées peu productives.

C'est compte tenu de l'ensemble des incertitudes qui entourent les biotechnologies, surtout moderne, que le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques a été négocié et adopté. Cet instrument vise à permettre l'application et l'utilisation sécuritaires de la transgénèse, qui est l'une des applications de la biotechnologie moderne.

1.1.3 LES ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES

Le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques utilise le terme "Organismes Vivants Modifiés (OVM)" en lieu et place d' Organismes Génétiquement Modifiés, pour la principale raison que les premiers regroupent uniquement les organismes vivants modifiés génétiquement, qui sont capables de se répliquer ou de transférer du matériel génétique nuisible à la diversité biologique et à la santé de l'homme , tandis que les seconds regroupent à la fois les organismes vivants modifiés et les produits qui en sont dérivés, mais qui ne sont pas tous susceptibles d'avoir un impact négatif sur la diversité biologique ou la santé humaine.

Dans le contexte du Burkina Faso, la terminologie la plus utilisée communément est celle d'Organismes Génétiquement Modifiés.

Les modifications génétiques embrassent déjà les trois principales catégories des organismes vivants, notamment les microorganismes, les animaux et les plantes. A ce titre plusieurs exemples d'OGM peuvent être cités.

En ce qui concerne les microorganismes, des bactéries ont été génétiquement modifiées pour fournir davantage d'azote à usages agricole. D'autres exemples existent dans les domaines de la désulfuration bactérienne du charbon et du pétrole, la production microbienne de fructose, du traitement des eaux usées et de lutte antipollution, etc.

Au titre des animaux, la technologie est appliquée à des souris, des bovins, des porcins, des ovins, des poissons et à des insectes.

Dans le domaine des plantes, la technologie est appliquée aux cultures agricoles dans la plupart des cas. Les cultures des variétés transgéniques agricoles ne cessent de s'accroître d'année en année. Les variétés d'espèces les plus utilisées sont par ordre décroissant le soja, le maïs, le coton et le colza. Dans le secteur forestier, des applications sont faites dans le but d'accroître le taux de croissance des arbres, améliorer la tolérance à certains herbicides, modifier la structure du bois, modifier le cycle reproductif, etc.

La mise au point et l'utilisation des OGM suscite à la fois, des espoirs et des appréhensions, qui sont à l'origine de la controverse à laquelle nous assistons, aussi bien dans le cercle des initiés que sont les chercheurs, qu'au sein du grand public.

Les espoirs eux reposent, entre autres, sur le fait que les utilisations agricoles de la biotechnologie moderne ont donné la preuve en matière d'augmentation des rendements et de réduction de la pression sur les espaces naturels. Les appréhensions sont liées, entre autres, au fait que, par exemple, l'introduction dans la nature de plantes rendues toxiques pour leurs prédateurs pourrait avoir des effets potentiels néfastes sur l'environnement, et que la consommation des produits de telles plantes pourrait nuire à la santé. Les appréhensions portent également sur des considérations éthiques, d'ordre religieux, coutumier et moral.

1.1.3.1 Avantages liés aux OGM

Les promoteurs des OGM, et ceux qui les adoptent, présentent le génie génétique comme un outil susceptible d'être une solution à l'insuffisance alimentaire, aux problèmes sanitaires, à la protection de l'environnement, etc. En effet, il a été démontré que l'utilisation des OGM peut permettre, par exemple:

- d'augmenter des rendements agricoles grâce à la résistance des cultures aux maladies et aux prédateurs,
- d'augmenter l'espérance de vie des populations par le l'utilisation des vaccins dérivés d'OGM,
- de réduire l'utilisation des pesticides en utilisant les plantes OGM qui assurent leur autodéfense contre leur prédateurs et autres maladies, et

- de réduire la pression sur les espaces naturels en raison de l'augmentation de la production à l'hectare.

Nul doute que les OGM ont ouvert de nouveaux horizons d'espoir à l'humanité dans sa quête du bien-être et du développement durable. Mais des inquiétudes entourent l'utilisation de ces produits compte tenu de leurs effets négatifs potentiels qui sont ou peuvent y être liés.

1.1.3.2 Risques potentiels liés aux OGM

Les incertitudes liées aux OGM portent sur leurs effets pervers avérés ou éventuels sur la santé humaine et l'environnement, à court, moyen ou long terme. Ces effets se traduisent par des constats ou des interrogations au sujet de craintes suivantes:

- la résistance éventuelle du corps humain ou de l'animal aux antibiotiques suite à la consommation des produits provenant des plantes OGM toxiques pour leurs prédateurs (exemple du maïs Bt) ,
- la destruction des insectes non visés par les plantes OGM qui assurent leur autodéfense contre leurs prédateurs (exemple du maïs Bt ou du coton Bt),
- le développement, à la longue, de résistances des insectes visés ou non, en raison de leur exposition permanente aux plantes OGM toxiques (exemples du maïs et du coton Bt),
- le risque de contamination des plantes naturelles apparentées (qu'elles soient domestiquées ou sauvages) par les plantes OGM,
- le déséquilibre de l'écosystème, suite à l'invasion de l'espace par les plantes OGM résistantes aux attaques, ou par les plantes naturelles contaminées par ces produits.
- etc.

Les préoccupations sont également d'ordre éthique, dans la mesure où grâce au génie génétique il est tout à fait possible d'introduire un gène d'une espèce dans n'importe quelle autre espèce, toute chose qui est de nature à soulever des appréhensions d'ordre moral, philosophique et religieux.

On craint également que l'adoption des OGM pour l'agriculture ne conduise à l'inféodation des petits agriculteurs aux firmes auxquelles appartiennent les semences OGM.

Toutes ces inquiétudes se justifient par le fait que les utilisateurs et les consommateurs des OGM n'ont pas encore assez de recul pour juger de leur innocuité sur la santé et l'environnement, car ce n'est qu'en 1994 que le premier aliment génétiquement modifié, la tomate en l'occurrence, a été mis sur le marché, notamment aux Etats Unis. C'est pour faire bénéficier des avantages liés aux OGM tout en minimisant ou éliminant les risques potentiels qui y sont associés sur le plan environnemental et sanitaire que le protocole de Cartagena relatif à la prévention de tels risques a été négocié et adopté.

1.1.4 LA SECURITE BIOTECHNOLOGIE

La SECURITE BIOTECHNOLOGIQUE ou BIOSECURITE désigne les mesures prises pour réduire ou éliminer les risques potentiels découlant du développement de la biotechnologie moderne et de l'utilisation de ses produits. Dans le contexte du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, les mesures à prendre doivent être fondées sur l'approche de précaution consacrée par le principe 15 de la déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement selon laquelle "l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement".

Il s'agit de mesures administratives, institutionnelles, réglementaires et législatives visant à assurer le développement, la transaction, la manipulation et l'utilisation sans danger des OGM susceptibles de nuire à l'environnement et à la santé humaine.

A cette fin, l'article 2 du Protocole dispose que: "Chaque Partie prend des mesures juridiques, administratives et autres, nécessaires et appropriées pour s'acquitter de ses obligations au titre du Protocole". En d'autres termes, c'est la Partie contractante qui décide des moyens à mettre en œuvre pour la mise en œuvre du Protocole.

Le Protocole met l'accent sur les OGM qui vont au delà des frontières. Afin d'harmoniser les démarches des Parties visant à assurer l'approche de précaution, le Protocole a disposé à son article 7 que toute importation d'OGM doit se faire sur la base d'une procédure d'accord préalable donné en en connaissance, qui permet à l'importateur d'accepter ou de refuser une demande d'importation. Toutefois, le Protocole laisse la latitude aux Parties de prendre d'autres modalités pour l'importation des OGM. Par exemple, une Partie peut décider d'appliquer son propre cadre réglementaire ou législatif pour la prise de décision concernant l'importation, pourvu que ce cadre ne soit pas contraire aux objectifs du Protocole.

1.2. CONTEXTE EN MATIERE DE SECURITE EN BIOTECHNOLOGIE MODERNE

Le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques est une réponse aux préoccupations croissantes de l'opinion publique au sujet des risques potentiels que présentent les Organismes Génétiquement Modifiés. C'est l'instrument juridique contraignant qui a établi des règles et des procédures pour assurer la sécurité biotechnologique, en mettant l'accent sur les mouvements transfrontières des OGM. Toutefois, le Protocole reconnaît la nécessité pour les Parties de prendre d'autres modalités spécifiques d'administration et de réglementation des OGM, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à ses objectifs.

1.2.1 CONTEXTE AU NIVEAU INTERNATIONAL

Il est tout à fait établi que les pays qui maîtrisent la technologie du génie génétique ont chacun pris des mesures nationales pour la réglementation des OGM. Dans ces pays, les OGM sont soumis à certains principes tels que:

- la recherche en génie génétique doit se mener dans des conditions bien établies;
- tout OGM mis au point doit faire l'objet d'un test d'innocuité avant d'être proposé pour la vulgarisation;
- tout OGM doit bénéficier d'une autorisation aux fins de sa commercialisation dans le pays où il a été mis au point ;
- toute infraction au cadre réglementaire et juridique régissant un OGM et la conduite à tenir dans le cadre de son utilisation est sujette à sanction.

Pendant ce temps, la quasi totalité des pays qui constituent le marché potentiel pour les OGM, les pays en développement en l'occurrence, ne disposent pas de leurs propres cadres nationaux de sécurité en biotechnologie moderne.

Les statistiques montrent que l'industrie du génie génétique est plus particulièrement appliquée aux produits de commerce (exemples: semences agricoles, vaccins). Les cultures à grandes échelles des OGM ont commencé en 1996. Depuis cette date, les superficies cultivées en OGM et le nombre des pays concernés n'ont cessé de croître. Ainsi les superficies étaient de 1,7 millions d'ha en 1996 (aux Etats Unis principalement), 58,7 millions d'ha en 2002 pour 16 pays et 66,9 millions d'ha en 2003 pour 18 pays. Il apparaît donc que l'utilisation des OGM au plan international gagne du terrain et paraît incontournable. En effet, la commercialisation des produits de la biotechnologie moderne au plan international est aujourd'hui une réalité. A titre illustratif, la première culture du coton transgénique Bt, a eu lieu en 1996 dans un seul pays, à savoir les Etats Unis d'Amérique, sur 0,8 millions d'ha, et en 2003 ce produit était cultivé dans 9 pays du monde sur 5,8 millions d'ha. Et pendant que la production d'OGM progresse rapidement, la controverse sur l'utilité des biotechnologies et sur les risques qui leur sont liés est toujours aussi forte

En tout état de cause, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, exige que chaque Partie prenne des mesures administratives et juridiques pour "contribuer à assurer un degré adéquat de protection pour la manipulation et l'utilisation des OGM" susceptibles d'avoir des effets défavorables sur l'environnement et la santé, en mettant l'accent sur ceux qui vont au delà des frontières des juridictions nationales. Cet instrument est entré en vigueur le 11 septembre 2003 et il est du devoir des Parties contractantes de l'appliquer comme il se doit.

1.2.2 CONTEXTE AU NIVEAU SOUS REGIONAL

La prévention des risques liés à la biotechnologie moderne constitue une préoccupation pour tous les pays de la sous région ouest africaine, en général, ceux avec lesquels le Burkina Faso partage ses frontières, en particulier. Pour preuve, l'ensemble de ces pays ont participé activement aux négociations ayant conduit à l'adoption du protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. En outre, il y a le fait qu'à l'étape actuelle les situations suivantes vis-à-vis des OGM sont presque similaires dans ces pays:

- la forte probabilité de recevoir les produits génétiquement modifiés, qui font l'objet de commerce international;

- l'absence ou la faiblesse de règlements spécifiquement consacrés aux OGM, en raison du caractère récent des questions liées à la biotechnologie moderne;
- l'intéressement prononcé des pays au développement à la biotechnologie moderne;
- la ressemblance des conditions environnementales et sanitaires dans la sous-région;
- la volonté commune d'harmonisation des politiques à travers des accords sous-régionaux (ex: Comité Inter Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel), et de règlement en matière de biosécurité (ex: la loi modèle africaine pour la prévention des risques biotechnologiques de l'Union Africaine);
- la nécessité de mise en place d'un cadre national de biosécurité dans chaque Etat..

Tous ces constats militent pleinement en faveur du développement d'un cadre national de biosécurité qui puisse être, à la fois, en harmonie avec ceux des autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

1.2.3 JUSTIFICATION D'UN CADRE NATIONAL DE SECURITE EN BIOTECHNOLOGIE AU BURKINA FASO

L'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques fait appel à un certain nombre de mesures et mécanismes bien définis.

S'il est vrai qu'il existe au niveau national plusieurs textes législatifs et réglementaires consacrés à la gestion des ressources naturelles et à la santé humaine et animale, et qui peuvent être appliqués indirectement à la sécurité en biotechnologie, il est aussi vrai que notre pays ne dispose pas encore d'un cadre national spécifique pour la sécurité en biotechnologie, conforme au Protocole.

En effet, pour sa mise en œuvre, le Protocole oblige chaque Partie contractante à se doter en tout premier lieu d'un mécanisme qui comprend des mesures administratives, juridiques, procédurales et de participation du public, relatives à la manipulation, au transfert et à l'utilisation sans danger des OGM qui pourraient avoir des effets défavorables sur l'environnement et la santé humaine. Il s'agit donc d'une combinaison de mesures politiques, législatives, réglementaires, administratives et techniques destinées à gérer les préoccupations en matière de sécurité en biotechnologie moderne en général, en génie génétique en particulier, discipline qui commence à peine à prendre corps parmi les activités de développement dans notre pays.

Le Burkina Faso est un pays qui attache de l'importance au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et, partant, au principe de précaution. C'est ainsi qu'avant même que le Protocole n'entre en vigueur, notre pays a entrepris un processus de mise en place de règles nationales pour la

sécurité en biotechnologie. Cet exercice a été couronné par l'adoption desdites règles qui régissent les OGM en attendant la mise en place d'un cadre national complet en matière de sécurité en biotechnologie. Parallèlement à ce processus, des actions d'information, de sensibilisation et de mise à niveau des représentants des principaux acteurs de la biotechnologie et de la sécurité biotechnologique, de même que des consommateurs ont été entreprises autant par les structures Gouvernementales que celles de la société civile et des Organisations Non Gouvernementales.

A l'issue du Conseil des Ministres en date du 10 septembre 2003, le Gouvernement a instruit un certain nombre de départements Ministériels, notamment le Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, le Ministère des Ressources Animales, le Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat, le Ministère de la Santé et le Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique de conjuguer leurs efforts pour élaborer une Stratégie Nationale et un schéma d'opération consacrés à la biotechnologie et à la biosécurité. Notre pays est Partie contractante au Protocole depuis le 04 août 2003. Dès lors le pays doit se conformer à l'application scrupuleuse de cet instrument.

Or il serait difficile pour une Partie contractante d'appliquer les exigences du Protocole comme il convient en l'absence d'un cadre national de sécurité biotechnologique, spécifique au pays.

A cet effet d'ailleurs, le Burkina Faso bénéficie de l'appui du Programme des Nations Unies pour l'Environnement en collaboration avec le Fonds pour l'Environnement Mondial, dans le but de développer un cadre national de sécurité en biotechnologie.

Dans un tel contexte, les Règles Nationales en matière de Sécurité en Biotechnologie, adoptées par le Gouvernement par décret N°2004-262/PRES/PM//MECV/ MAHRH/MS du 18 juin 2004, représentent un pas significatif en avant dans le domaine de la régulation des OGM dans notre pays. Cette mesure dénote de la volonté politique du Gouvernement de permettre de bénéficier des opportunités offertes par la biotechnologie moderne tout en respectant scrupuleusement les dispositions du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques auquel notre pays est Partie contractante depuis le 04 août 2003. Cependant, ces règles ne sont qu'un élément d'un certain nombre de mesures administratives, juridiques et de procédures requises qui doivent former un dispositif unique pour assurer la sécurité en biotechnologie moderne, dénommé Cadre National de Sécurité en Biotechnologie moderne.

CHAPITRE II : SYSTEME POLITIQUE NATIONAL EN RAPPORT AVEC LA BIOTECHNOLOGIE MODERNE ET LA BIOSECURITE

Depuis la prise en charge de son destin en main suite à son indépendance en 1960, le Burkina Faso a toujours œuvré, pour la gestion responsable des ressources naturelles, de même que pour la conservation et l'établissement de la santé de sa population, afin d'assurer le développement du pays. Cette dernière notion a évolué pour être aujourd'hui à celle que l'on appelle "développement durable", qui n'autorise pas les générations présentes à compromettre le droit de celles à venir de tirer pleinement profit des ressources que la nature a mis à la disposition de l'humanité. A cet effet, les autorités du pays ont eu à prendre et appliquer des mesures politiques, stratégiques et administratives qui conviennent, en rapport ou en conformité avec l'évolution du contexte sur les plans national et international.

Dans le contexte du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, instrument juridique contraignant auquel le Burkina Faso est Partie contractante, la première des mesures à prendre, comme indiqué tantôt est la mise en place d'un cadre national adéquat pour la prévention des risques biotechnologiques.

Par définition, un cadre national de sécurité en biotechnologie moderne est un dispositif destiné à assurer le développement sans danger de la biotechnologie et l'utilisation sans risques de ses produits.

Le cadre national de sécurité en biotechnologie moderne du Burkina Faso se compose d'un ensemble de mesures politiques, stratégiques, juridiques, administratives et procédurales à cet effet. Même si la quasi totalité des éléments de l'arsenal des mesures en place ne traite pas explicitement de la sécurité biotechnologique, il n'en demeure pas moins qu'un certain nombre d'entre elles s'y rapportent de près ou de loin.

L'objectif du présent cadre national de biosécurité est de prévenir les risques potentiels liés aux travaux biotechnologiques de recherche et de développement, compte tenu également des considérations éthiques.

L'économie du Burkina Faso repose sur l'exploitation des ressources naturelles par:

- le secteur primaire qui repose sur l'agriculture de rente et l'agriculture vivrière, l'élevage extensif, la pêche, l'exploitation forestière, et
- le secteur secondaire qui assure la transformation des produits du secteur primaire surtout de l'agro-alimentaire et du textile.

Aussi, les priorités du pays en termes de politiques, appuyées par des stratégies, plans et programmes, portent-elles sur ces secteurs.

2.1 POLITIQUES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE, EN RAPPORT AVEC LA BIOTECHNOLOGIE MODERNE

En tant que pays agricole, le Burkina Faso a, dès le lendemain de son indépendance, principalement basé sa stratégie de développement sur les ressources naturelles. Les objectifs visés portent sur la protection de l'environnement productif, l'augmentation des rendements agricoles, l'autosuffisance en aliments de qualité.

Pour atteindre les objectifs ci-dessus cités, le Burkina Faso a développé et applique actuellement des politiques et stratégies dont celles qui suivent sont les plus en rapport avec la sécurité en biotechnologie moderne:

- L'engagement du processus de décentralisation qui a consacré la décentralisation des responsabilités des acteurs dans les prises de décisions en rapport avec le développement;
- La politique forestière nationale, qui fait de la conservation de la diversité biologique forestière une des principales voies pour le développement durable;
- La politique nationale de population, dont le succès repose, entre autres, sur une alimentation saine de la population;
- La Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé (LPDRD) par laquelle le Gouvernement s'engage à œuvrer pour la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie en milieu rural;
- La Lettre d'Intention de Politique du Développement Humain Durable (LPDHD), fondé, entre autres, sur la sécurité et la protection de l'environnement .

2.2 STRATEGIES NATIONALES ET PLANS DE MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES

Pour la mise en œuvre des différentes politiques, des stratégies et plans de mise en œuvre ont été élaborés et sont en cours d'exécution. Parmi ces outils, ceux qui sont en rapport avec la sécurité en biotechnologie sont les suivants:

- La stratégie nationale de sécurité alimentaire, dont l'atteinte de l'objectif nécessite une production agricole en quantité et qualité adéquates ;
- La stratégie nationale d'éducation environnementale, qui comprend implicitement l'éducation aux questions de sécurité en biotechnologie ;
- La stratégie opérationnelle de croissance durable des secteurs de l'agriculture et de l'élevage, qui doit faire appel à la recherche biotechnologique, entre autres ;
- La Stratégie Nationale et le Plan d'Action en matière de Diversité Biologique, qui visent principalement la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique par des actions et comportements responsables;

- Le Plan d'Action National pour l'Environnement ou Agenda 21 national, qui est le cadre de référence pour assurer le développement durable en matière d'environnement par le biais d'actions bien déterminées telles que la gestion responsable de la diversité biologique, la gestion participative des ressources naturelles, la préservation et la restauration des ressources naturelles (végétation, faune, eau, sol,) et la diffusion de l'information environnementale ;
- Le plan stratégique opérationnel de croissance durable du secteur de l'agriculture, appelé à utiliser des nouvelles technologies pour sa réalisation ;
- Le plan d'action et programme d'investissement du secteur de l'élevage, pour lesquels la recherche biotechnologique est utilisée pour qu'elle soit opérationnelle;
- Le plan stratégique de la recherche agricole, qui inscrit la recherche biotechnologique dans ses priorités afin de contribuer efficacement à la promotion de tous les secteurs concernés;
- Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), qui vise, entre autres, à accélérer la croissance économique.

En l'absence d'une politique et d'une stratégie spécifiques pour la biosécurité, celles ci-dessus énumérées constituent les options politiques d'une part, et les outils stratégiques d'autre part, en attendant l'adoption de mesures spécifiquement consacrées à la biotechnologie moderne et à ses produits.

CHAPITRE III: SYSTEME ADMINISTRATIF DE PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

La prévention des risques biotechnologiques au Burkina Faso ne saurait être une réalité sans un cadre d'administration conséquente. C'est pourquoi, le système en place pour administrer les actions prend en compte de toutes les intérêts dans la vie de la nation.

3.1. CADRE INSTITUTIONNEL

Au Burkina Faso l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies de gestion des questions en relation avec la biotechnologie sont menées de façon participative, et impliquent le Gouvernement, les structures étatiques, les collectivités locales, les organisations paysannes, les Organisations-Non Gouvernementales, les associations locales, les opérateurs privés et les organismes de coopération.

- Au niveau du Gouvernement, les Départements ministériels les plus concernés sont les suivants:
 - le Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, chargé des questions de production végétale,
 - le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, pour les questions de biosécurité; il abrite le correspondant national au titre du protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.
 - le Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique, ayant pour compétence la recherche en biotechnologie,
 - le Ministère de la Santé, chargé des questions de soins de santé humaine et animale,
 - le Ministère des Ressources Animales, pour la production animale,
 - le Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat, pour l'importation des OGM et produits dérivés destinés à la consommation,
 - le Ministère de la Justice Garde des Sceaux, chargé de trancher les différents en rapport avec les OGM;
- Au titre des structures étatiques, on retrouve les services techniques centraux et déconcentrés des ministères concernés, notamment:
 - les directions régionales,
 - les directions provinciales,
 - les services départementaux;
- Au menu des collectivités locales figurent :
 - les communes urbaines,
 - les communes rurales;
- En ce qui concerne les organisations paysannes, on peut citer les associations des producteurs et des exploitants dans les secteurs de l'agriculteurs, des ressources animales, des ressources forestières, des ressources halieutiques et des ressources fauniques;

- Les Organisations-Non Gouvernementales impliquées sont celles qui interviennent dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture, des ressources animales, du commerce, de la santé et de l'éducation;
- Les opérateurs privés sont ceux qui mènent des activités économiques dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture (semences, produits alimentaires) et de la santé (produits pharmaceutiques);
- Les organismes de coopération regroupent les institutions sous-régionales, régionales et internationales qui interviennent dans les domaines touchant à la biotechnologie et à l'utilisation de ses produits, (comme par exemple: i) pour la région: l'Union Africaine, ii) pour la sous - région: l'Union Monétaire Ouest-Africaine, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, le Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel;, iii) pour les institutions internationales: e Centre International de Recherche-Développement sur l'Elevage en Zone sub-humide iv) pour les institutions sous-régionales: l'Institut de Recherche pour le Développement).

3.2. STRUCTURE D'ANIMATION EN BIOSECURITE

Aux fins de traiter des questions de sécurité en biotechnologie de manière harmonieuse, participative et transparente, il est mis en place un Comité National de Biosécurité. Au sein de ce comité siègent les représentants des structures gouvernementales, d'Organisations Non Gouvernementales, ainsi que de la société civile et d'associations dont les mandats ont un rapport étroit avec le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques en général, les Organismes Génétiquement Modifiés en particulier.

Ce comité a pour mandat global de servir de direction et de conseil du processus de mise en œuvre des actions entrant dans l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Pour ce faire, il est spécifiquement chargé de:

- veiller à la prise en compte des préoccupations en matière de biosécurité dans les programmes sectoriels et inter-sectoriels,
- veiller au respect des obligations émanant du protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques,
- coordonner les processus de préparation des mesures relatives à la prévention des risques biotechnologiques.

CHAPITRE IV: SYSTEME JURIDIQUE DE PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Le système juridique du Burkina Faso se compose d'outils légaux et réglementaires de portées nationale et internationale. Parmi ces outils, les Règles Nationales en matière de sécurité en Biotechnologie occupent actuellement une place privilégiée.

4.1 LE CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

Le cadre légal et réglementaire comprend une série d'actes, de codes, lois, décrets et arrêtés, de même que des conventions et accords internationaux et régionaux auxquels le Burkina Faso a adhéré, et qui régissent la gestion de l'environnement, des ressources naturelles et de la santé humaine.

Les objectifs poursuivis à travers ces instruments se rapportent, soit de près, soit de loin, à la sécurité en biotechnologie moderne, consacrée par le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

Les textes légaux et réglementaires, pertinents pour la biotechnologie et la biosécurité sont les suivants:

- **les textes légaux:**

- la constitution du Burkina Faso, qui consacre la protection de l'environnement comme une nécessité absolue,
- le code de l'environnement, qui repose sur la gestion et la protection de l'environnement, la lutte contre les formes de pollution et l'amélioration des conditions de vie des populations,
- le code forestier, dont la finalité est d'assurer la compatibilité de la protection des ressources forestières avec la satisfaction des besoins des populations en produits forestiers,
- le code de santé publique, qui fixe les normes pour les soins et une alimentation sans danger pour la population,
- la loi sur le contrôle phytosanitaire et la réglementation des conditions d'importation des végétaux, produits d'origine végétale ou animale et autres matières entrant ou sortant du Burkina Faso, qui légifère la transaction des organismes vivants sur le territoire national;

- **les textes réglementaires:**

- décret portant sur l'interdiction de la culture de toute espèce ou variété de cotonnier, autre que celle dont les semences sont fournies par les organismes officiels,
- décret portant création du laboratoire national de santé publique, dont la compétence peut être étendue à l'évaluation des risques dans le contexte du Protocole,
- décret portant réglementation de la circulation et de la sortie du mil, du sorgho et du maïs au Burkina Faso,
- décret portant établissement de règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie, dont l'objectif est de contribuer au Burkina Faso à assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation

sans danger des organismes génétiquement modifiés résultant de la biotechnologie moderne qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et comporter également des risques pour la santé humaine,

- kiti (décret) portant procédure d'homologation des spécialités agro-pharmaceutiques et des spécialités assimilées,
- Raabo (arrêté) portant réglementation de la sortie de prélèvement biologiques du Burkina Faso,
- arrêté portant contrôle de la qualité des produits au Burkina Faso,
- arrêté fixant la liste des produits soumis au certificat national de conformité.

Les références de ces textes sont précisées à l'annexe 1.

- **les conventions internationales et accords internationaux et régionaux:**

- la Convention sur la Diversité Biologique dont un des objectifs est d'assurer l'accès aux ressources génétiques, matières premières pour la biotechnologie moderne,
- le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologies, dont l'objet est de prévenir les risques potentiels liés aux mouvements transfrontières des Organismes Génétiquement Modifiés, notamment les semences, les plantes et les animaux transgéniques, qui affectent l'environnement et la santé humaine,
- la Convention Internationale sur la Protection des Végétaux, qui a pour objectif d'établir une action commune et efficace contre la diffusion et l'introduction des ennemis des végétaux et des produits végétaux,
- le Traité international sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture, dont un des objectifs a trait à l'accès à la technologie, y compris la biotechnologie,
- le Codex alimentarius (de la FAO) dont l'objet consiste à protéger le consommateur des effets pervers des produits alimentaires,
- les Accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui s'appliquent tacitement aux produits du génie génétique, notamment ceux relatifs:
 - . à l'Application des mesures Sanitaires et Phytosanitaires,
 - . aux obstacles techniques au commerce,
 - . aux Tarifs Douaniers et le Commerce.

Les références de ces conventions et accords sont indiquées à l'annexe 2.

- **Autres instruments régionaux:** La Loi Modèle Africaine sur la Sécurité en Biotechnologie de l'Union Africaine, qui vise l'harmonisation des lois africaines sur le développement et l'utilisation des OGM. Cette loi cadre a été adoptée en 2001

Parmi les textes légaux et réglementaires, les Règles Nationales en matière de Sécurité en Biotechnologie constituent, à l'étape actuelle, l'instrument essentiel pour la prévention des risques biotechnologiques au Burkina Faso. Le chapitre qui suit en donne la substance.

4.2 LES REGLES NATIONALES EN MATIERE DE SECURITE EN BIOTECHNOLOGIE

Les mesures spécifiques prises pour la réglementation de la sécurité en biotechnologie moderne au Burkina Faso sont consignées dans le document des règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie, adoptées par décret N°2004-262/PRES/PM//MECV/ MAHRH/MS du 18 juin 2004.

4. 2.1 Substance des règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie

Ces règles sont un ensemble de dispositions et d'annexes qui réglementent les OGM et leurs dérivés .

Les dispositions sont articulées sur quinze (15) chapitres : le premier traite des généralités, le second traite des travaux en milieu confiné , le troisième traite du déplacement des matériels soumis à réglementation , le quatrième traite de l'expérimentation en champ des plantes transgéniques , le cinquième traite de la diffusion/vulgarisation , le sixième traite de l'utilisation directe pour l'alimentation humaine ou animale ou la transformation , le septième traite de l'administration réglementaire et scientifique en matière de biosécurité , le huitième traite de la mise sur le marché des OGM et leurs dérivés , le neuvième traite des droits de propriété intellectuelle , le dixième traite de l'engagement éthique du chercheur et du promoteur , le onzième traite de la protection des personnels et de l'environnement en contact avec les OGM et les produits qui en sont dérivés , le douzième traite de la responsabilité juridique , le treizième traite des sanctions , le quatorzième traite des dispositions particulières , le quinzième, enfin, traite des dispositions transitoires.

Ces chapitres contiennent des dispositions et des annexes pour la réglementation de la sécurité biotechnologique.

- A) Les généralités présentent les biotechnologies modernes et justifient le fait de les réglementer, fixent l'objectif des règles, et présentent les domaines couverts par les règles (travaux en milieu confiné, travaux en champ, introduction des OGM dans l'environnement et commerce des OGM).
- B) Les règles pour les travaux en milieu confiné sont fixées pour les travaux comportant trois catégories de risque:
 - les risques de catégorie 1 concernent les travaux comportant un risque minimal,
 - les risques de catégorie 2 sont ceux pouvant avoir un impact faible sur l'homme et l'environnement,
 - les risques de catégorie 3 se rapportent aux travaux qui peuvent causer un niveau potentiel de risque au personnel du laboratoire, aux communautés et à l'environnement.
- C) Le déplacement des matériels soumis à réglementation s'applique au transport, à la distribution, à l'importation et à l'exportation des plantes produits transgéniques.

- D) L'expérimentation en champ s'applique à l'ensemble des travaux d'expérimentation des plantes transgéniques sur le terrain sous forme d'essais ou de tests de pré-vulgarisation, selon des mesures appropriées.
- E) La diffusion/vulgarisation définit les conditions de culture à grande échelle d'un OGM dans l'environnement physique.
- F) L'importation d'un OGM et/ou de ses produits dérivés pour une utilisation directe dans l'alimentation humaine et/ou animale, ou qui doit être transformé sur le territoire national, doit être autorisée par l'autorité nationale compétente.
- G) L'administration réglementaire et scientifique en matière de biosécurité est assurée par les structures nationales ci-après:

i) L'Agence Nationale de Biosécurité

Les missions assignées à cette Agence sont les suivantes:

- examen des demandes d'importation d'OGM et de leurs produits dérivés ;
- autorisation ou rejet des demandes d'importation des OGM;
- délivrance des avis pour les autorisations de mise sur le marché des produits alimentaires contenant des OGM ;
- inspection et audits des structures faisant de la recherche sur les OGM et les produits dérivés.

ii) Le Comité Scientifique National de Biosécurité

Cette structure est chargée principalement de :

- l'examen des projets de recherche dans le domaine des OGM et des produits dérivés ,
- l'élaboration des procédures techniques pour les chercheurs, notamment les bonnes pratiques de laboratoires et en champs,
- l'élaboration des directives et recommandations en matière d'utilisation des OGM et produits dérivés.

iii) L'Observatoire National de Biosécurité

L'Observatoire National de Biosécurité est chargé de:

- la constitution d'une base de données sur les effets, incidents signalés et supposés provenant de l'utilisation des OGM ou de leurs dérivés,
- la mise en œuvre de système de surveillance liée à l'utilisation des OGM et des produits dérivés au plan sanitaire, nutritionnel, agricole et environnemental,
- l'analyse des données de surveillance et la proposition de solutions correctives,
- la sensibilisation et l'information du public.

iv) Les Comités Scientifiques internes de Biosécurité

Ils sont responsables de la biosécurité dans les structures effectuant des travaux de manipulation d'OGM et de leurs produits dérivés. Pour ce faire, ils doivent:

- identifier les besoins de formation du personnel,
- veiller à la révision des procédures et des documents de biosécurité au sein de leurs structures respectives,
- tester les installations de confinement et l'équipement qui relèvent de leurs structures.

v) Le correspondant national du protocole biosécurité

Il est chargé:

- d'assurer la liaison avec le Secrétariat Exécutif de la Convention sur la Diversité Biologique qui assure les fonctions du protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques au nom du Gouvernement,
- de suivre la mise en œuvre du Protocole
- de capitaliser et diffuser les informations en rapport avec la mise en œuvre du Protocole.

- H) La mise sur le marché des OGM et leurs dérivés est soumise à des conditions et procédures pour l'importation et pour l'exportation. L'Agence Nationale de Biosécurité veille au respect de ces conditions et à l'application de telles procédures.
- I) Les droits de propriété intellectuelle sont fixés pour l'exploitation commerciale et industrielle des OGM et produits dérivés, le partage des avantages dans le cas de l'exploitation des ressources génétiques, et la publication des résultats de recherche.
- J) L'engagement éthique du chercheur et du promoteur est relatif aux questions d'ordre religieux, moral et avec le consentement des bénéficiaires.
- K) La protection des personnels et de l'environnement en contact avec les OGM et leurs produits dérivés est assurée par des procédures spécifiques et par la réparation en cas de préjudice.
- L) La responsabilité juridique est fixée pour les personnes physiques ou morales qui s'adonnent à l'importation, l'exportation, la recherche sur le territoire national.
- M) Les sanctions peuvent être administratives (suspension de travaux des laboratoires, gel des fonds de recherche) civiles (paiement de dommages et intérêts pour des préjudices causés à des tiers) ou, pénales (peines d'amende ou de prison).

- N) Les dispositions particulières donnent pouvoir à l'Agence Nationale de Biosécurité de délivrer des dérogations spéciales pour des cas d'urgence nationale.

Les dispositions prévues par les règles sont appuyées d'annexes qui sont au nombre de quatorze (14): la première annexe est le formulaire de demande en vue de l'obtention d'une autorisation d'entreprendre des travaux de manipulation génétique, la deuxième est le formulaire d'évaluation des risques par l'Agence Nationale de Biosécurité du projet relatif aux travaux de manipulation génétique en laboratoire, la troisième a trait à la demande d'autorisation de déplacement de matériel soumis à réglementation, la quatrième présente le formulaire de demande d'importation ou de transport de plantes transgéniques et de produits dérivés d'OGM, la cinquième est le formulaire de demande d'autorisation pour des essais de plantes transgéniques au champ, la sixième présente le canevas d'évaluation de projet d'essai au champ par l'Agence Nationale de Biosécurité, la septième est le projet de demande d'autorisation pour la commercialisation de plantes transgéniques et de produits dérivés d'OGM, la huitième porte sur les règles de bonnes pratiques en laboratoire, les neuvième, dixième et onzième établissent respectivement les niveau 1, 2 et 3 de sécurité requise dans les serres, la douzième présente le questionnaire sur l'évaluation des risques biotechnologiques, la treizième est le questionnaire sur la diffusion/vulgarisation d'OGM et, enfin, la quatorzième porte sur le questionnaire pour l'importation d'OGM à des fins de consommation humaine ou animales ou de transformation.

4.2.2. Mécanismes d'application des règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie

Aux fins des présentes règles, il est mis en place un mécanisme chargé de veiller à l'application efficiente des dispositions prévues. Ce mécanisme est composé d'organes institués par les règles. Ce sont l'Agence Nationale de Biosécurité (ANB), le Comité Scientifique National de Biosécurité (CSNB), les Comités Scientifiques Internes de Biosécurité (CSIB) et l'Observatoire National de Bio-surveillance (ONBS).

A ces organes sont attribuées les missions principales suivantes:

- veiller à l'application stricte des dispositions prévues par les règles,
- veiller au respect des bonnes pratiques de recherche biotechnologique en milieu confiné et en champ,
- suivre, évaluer et sensibiliser le public au respect des pratiques et obligations découlant des règles,
- prendre les décisions, de manière souveraine en concertation avec le public, concernant les demandes de travaux de recherche sur les OGM, de reproduction des OGM et de commercialisation des produits OGM.

Les personnels de ces organes sont les représentants de toutes les catégories des acteurs et des utilisateurs d'OGM, notamment ceux des acteurs des départements ministériels, de la société civile et des associations, des Organisations Non Gouvernementales, ainsi que des opérateurs économiques.

A) Le mécanisme d'information, de sensibilisation et de participation du Public.

Le mécanisme d'information, de sensibilisation et de participation du public vise à permettre à ce public de prendre en considération les questions liées à la biosécurité dans les actions entreprises pour la protection de l'environnement productif, l'augmentation des rendements agricoles, l'autosuffisance en aliments de qualité, et la protection de la santé publique. Cette approche à la population d'acquérir les compétences en matière de biosécurité pour une prise de décision de façon responsable.

Les méthodes utilisées pour l'application de cette approche portent sur:

- les ateliers, séminaires et conférences d'information et de formation destinés à:
 - fournir des informations d'ordre scientifique, économique et juridique sur les enjeux liés la biotechnologie moderne, au développement et à l'utilisation des OGM,
 - mettre à niveau les participants sur l'évolution de l'utilisation et de la commercialisation des OGM.
- L'audiovisuel par le biais des médias publics et privés (radios, télévisions, presse écrite) pour traiter des questions en matière de la biotechnologie et la biosécurité à travers :
 - la diffusion de l'information sur les enjeux qui y sont attachés,
 - des débats sur des questions précises,
 - des écrits sur des opinions personnelles.

Les ateliers, séminaires, conférences et l'audiovisuel sont destinés aux différentes catégories d'acteurs et à l'ensemble de la population. Il s'agit spécifiquement de:

- les structures étatiques, toutes confondues,
 - les chercheurs du secteur public ou privé,
 - les juristes privés, notamment les avocats,
 - les producteurs et leurs organisations,
 - les consommateurs et leurs organisations,
 - les élus du peuple, notamment les députés et des responsables communaux et municipaux,
 - les organisations paysannes,
 - les Organisations Non-Gouvernementales,
 - les opérateurs économiques,
 - les confessions religieuses,
 - les promoteurs des règles coutumières.
- L'outil des nouvelles technologies de l'information, notamment les Mécanismes des Centres d'Echange d'information du Burkina Faso et du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques

biotechnologiques, pour la diffusion de l'information et des instruments du pays relatifs à la prévention des risques biotechnologiques.

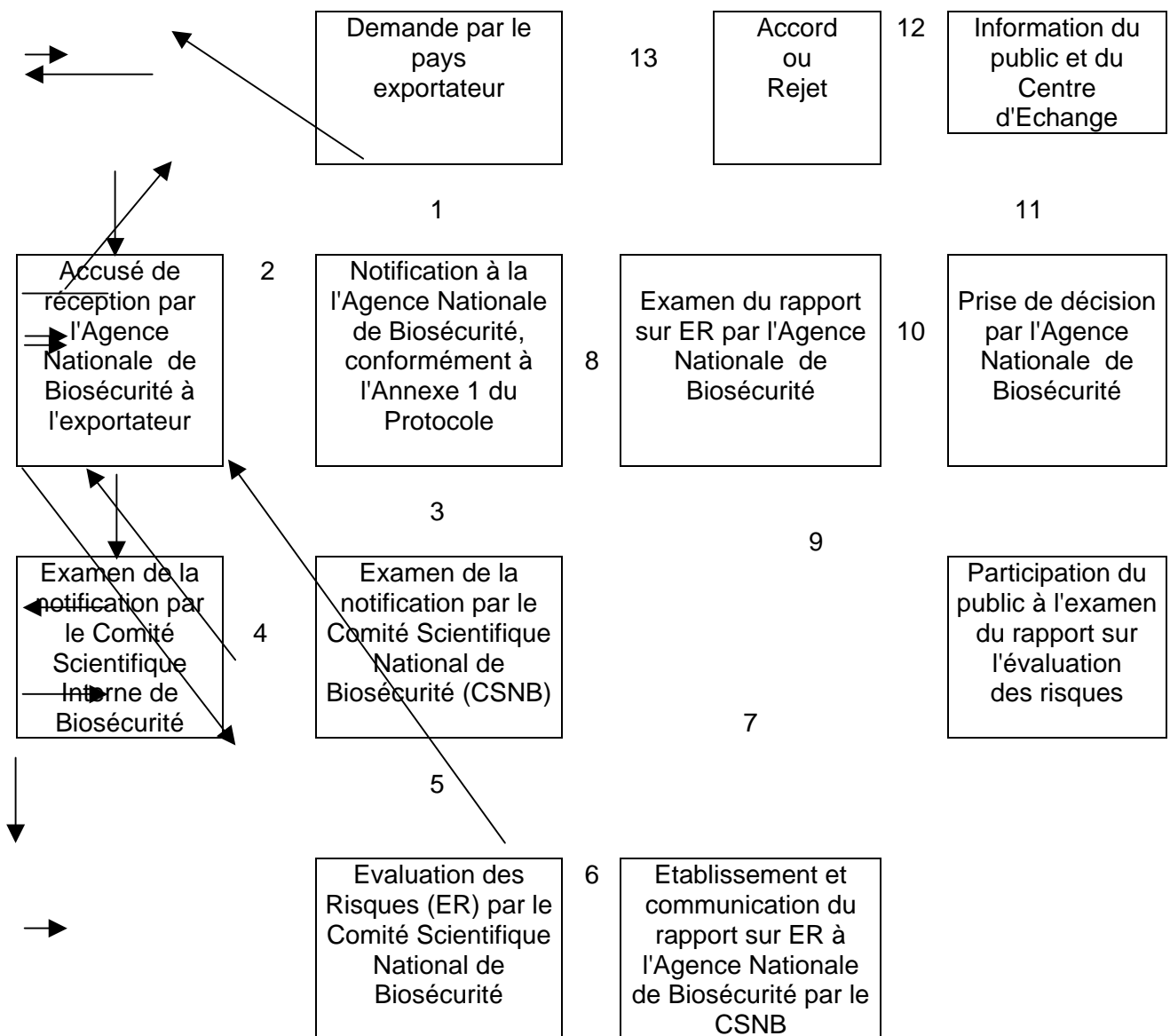
Les différents groupes sus cités contribuent à leur tour, chacun en ce qui concerne son domaine d'intérêt et selon ses moyens, à l'information, la sensibilisation et la participation du public.

B) La procédure de prise de décision.

En même temps qu'elles fixent les conditions et les procédures pour les travaux en rapport avec les OGM, ainsi que les mouvements et les utilisations de ces produits, les présentes règles ont mis en place un système de prise de décision qui est laissé à la discrétion des organes prévus au chapitre 3.1.4.1, avec la prise en compte des avis et observations du public, notamment les acteurs et les utilisateurs.

La prise de décision est basée sur l'évaluation des risques potentiels associés aux activités de biotechnologie moderne ou à l'utilisation des Organismes Génétiquement Modifiés. Cette procédure permet d'accorder ou de rejeter les demandes d'importation d'OGM et/ou de produits d'OGM d'une part, et de réalisation de travaux utilisant des OGM ou des produits d'OGM d'autre part.

La figure ci-après schématise le système de prise de décision

Figure 1: La procédure de prise de décision avec la participation du public

c) Le suivi-évaluation

Les missions de suivi-évaluation de l'application des Règles Nationales en matière de Sécurité en Biotechnologie relèvent de l'Agence Nationale de Biosécurité de l'Observatoire National de Biosécurité et du Comité National de Biosécurité. A ce titre, les tâches suivantes sont confiées à ces organes:

- l'Agence Nationale de Biosécurité est chargée d'inspecter régulièrement les laboratoires et installations de confinement en laboratoire et en laboratoire et champ d'une part, les établissements de commercialisation des produits OGM d'autre part;
- l'Observatoire National de Biosécurité est chargé de la mise en œuvre du système de surveillance liée à: la production et à l'utilisation des OGM et des produits dérivés au plan sanitaire, nutritionnel, agricole et

environnemental d'une part, de l'analyse des données de surveillance et la proposition de solutions correctives d'autre part;

- Le Comité National de Biosécurité est chargé de veiller à la prise en compte des préoccupations des du Gouvernement et de la société civile en matière de mise en œuvre du cadre national de biosécurité.

Les personnels qui composent l'Agence de Nationale Biosécurité, l'Observatoire National de Biosécurité et le Comité National de Biosécurité proviennent de l'administration, de la recherche et de la société civile.

En résumé, les Règles Nationales en matière de prévention des risques Biotechnologiques du Burkina Faso constitue un cadre stratégique de biosécurité composé de:

- un **système politique** pour l'application de la biotechnologie moderne et l'utilisation sécuritaire de ses produits,
- un **système administratif**, instituant les institutions nationales compétentes en matière de biosécurité et chargées du suivi de l'application des règles,
- un **système juridique** (légal et réglementaire) pour la manipulation des OGM en milieu confiné, les essais en champ, le transport des OGM et de leurs dérivés, la consommation ou la transformation d'OGM ,
- un **mécanisme de prise de décision**, notamment la réception et le traitement des demandes, incluant l'évaluation et la gestion des risques,
- un **mécanisme de participation et d'Information du public**, en rapport avec le traitement des demandes et des décisions prises,
- une **approche de suivi évaluation** de la réglementation pour la biosécurité.

Pour plus de détails se référer au document des règles présenté en annexe 3

CHAPITRE V: APPROCHES TECHNIQUES POUR LE RENFORCEMENT DES SYSTEMES DE PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES AU BURKINA FASO

Les approches préconisées pour le renforcement des systèmes de prévention des risques biotechnologiques au Burkina Faso partent du constat de certaines insuffisances constatées au niveau du cadre actuel de biosécurité.

5.1. EVALUATION DU CADRE NATIONAL DU BURKINA FASO POUR LA SECURITE EN BIOTECHNOLOGIE MODERNE

Les éléments constitutifs des composantes du cadre national pour la sécurité en biotechnologie du Burkina Faso ont été élaborés à des périodes différentes et dans des contextes particuliers.

Ainsi, rares sont les politiques nationales et les instruments de gestion des ressources naturelles élaborés avant les années deux mille, année d'adoption du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, qui portent explicitement sur la biosécurité.

Aujourd'hui, en tant que Partie contractante au Protocole, le Burkina Faso a obligation d'intégrer clairement les questions de sécurité en biotechnologie moderne dans ses politiques, stratégies et instruments légaux et réglementaires, (qu'ils soient globaux ou sectoriels) de protection de la diversité biologique et de la santé humaine.

5.1.1. DES POLITIQUES ET STRATEGIES EN MATIERE DE BIOSECURITE

Comme évoqué plus haut, les politiques et stratégies actuellement en vigueur s'appliquent indirectement aux activités de biotechnologie moderne et à ses produits. L'idéal voudrait qu'en matière de biotechnologie et de biosécurité, il soit conçue et appliquée une stratégie spécifique, qui indique le problème à résoudre, l'objectif recherché, les mesures administratives et juridiques à prendre, ainsi que l'approche pour l'application effective de tels instruments.

La ratification du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques par le Gouvernement est la manifestation totale de l'engagement de notre pays dans la politique de biosécurité.

Par décision du Conseil des Ministres du 10 septembre 2003, le Gouvernement a instruit un certain nombre de départements Ministériels, notamment le Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, le Ministère des Ressources Animales, le Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat, le Ministère de la Santé, le Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique de conjuguer leurs efforts pour élaborer une Stratégie Nationale consacrée à la biotechnologie et à la biosécurité. Cet instrument constitue en effet le moyen d'opération de la politique nationale pour atteindre les objectifs recherchés en matière de biotechnologie et de biosécurité.

5.1.2. DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

Ce cadre est constitué d'instruments indirectement et directement applicables aux Organismes Génétiquement Modifiés.

Le paysage légal et réglementaire pour la préservation de l'environnement et de la santé humaine au Burkina Faso est riche en nombre de textes. S'il est vrai que ces instruments permettent plus ou moins de traiter des questions de sécurité en biotechnologie, il est aussi évident que la quasi totalité d'entre eux ne sont pas directement applicables à la biosécurité.

Au Burkina Faso, seules les règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie constituent un instrument spécifiquement consacré à la prévention des risques biotechnologiques.

Dans le contexte du Protocole, tout régime de biosécurité doit contribuer à l'atteinte des objectifs de cet instrument. Pour ce faire, il doit porter au minimum sur le champ d'application du Protocole. Cependant, ce principe n'est pas suffisant pour l'atteinte de l'objectif. En effet, étant donné que:

- i) les débats sur les OGM s'étendent au delà des questions couvertes par le Protocole,
- ii) toutes les couches et sensibilités de la société sont concernées par les OGM,
- iii) l'obtention d'un consensus dans le domaine de la biosécurité oblige de tenir compte du contexte de chaque Partie contractante,
- iv) les approches de prévention des risques biotechnologiques évoluent selon le contexte et avec la biotechnologie moderne qui est une science nouvelle, tous les instruments de régulation des OGM doivent s'adapter à ces réalités.

Les présentes règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie ont-elles été examinées afin de:

- mettre en exergue les activités biotechnologiques et les types d'OGM qui sont couverts par ces règles,
- dégager les insuffisances de ces règles qui pourraient compromettre l'adhésion de l'ensemble des citoyens aux idéaux visés,
- identifier les duplications à même de causer des conflits de compétence, et
- donner les orientations pour la mise en place d'un régime de sécurité en biotechnologie plus complet et plus fort.

Les règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie sont pertinentes, mais en tant que telles, elles ont une force limitée. Aussi, le cadre juridique du pays devrait être renforcé par l'adoption d'une loi consacrée à la biosécurité.

Selon l'expérience vécue, un régime de biosécurité peut être tout instrument légal (actes, lois, décrets, règles, directives, arrêtés) qui légifère ou réglemente les OGM, leurs produits dérivés, et fixe des arrangements institutionnels pour son application.

En outre, selon l'idéal, les éléments d'un régime de biosécurité doivent être structurés et agencés de manière à permettre une visibilité sur les champs d'action des dispositions. Aussi, un régime de biosécurité devrait se présenter et être agencé comme suit, bien qu'il n'y ait pas de format standard pour ce type d'instrument:

- **les dispositions générales:** objectif, champ d'application, emploi des termes, arrangements institutionnels, obligations générales, procédure d'accord préalable donné en connaissance de cause, prise de décision, procédure simplifiées etc. ;
- **les dispositions spécifiques:** utilisations confinées, expérimentations en champ, mise sur le marché (diffusion dans l'environnement et commercialisation pour la consommation humaine et animale), exportation/transit, procédures de prise de décision, évaluation et gestion des risques;
- **les dispositions diverses:** information et participation du public, surveillance, application, infractions et sanctions, confidentialité, responsabilité et réparation, relation avec les non Parties, accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux.

Les règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie devraient obéir à ces principes de forme et de fond. L'analyse qui suit porte sur les insuffisances constatées au niveau de la structuration et des questions traitées par les éléments constitutifs de ces règles.

→ **Dans le cadre des dispositions générales**

Pour rappel, l'objectif visé par les règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie est de "contribuer au Burkina Faso à assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des organismes génétiquement modifiés résultant de la biotechnologie moderne qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et comporter également des risques pour la santé humaine".

Cet objectif se limite à celui du Protocole qui porte également sur la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable des ressources biologiques et les risques pour la santé humaine. Les appréhensions d'ordre moral, philosophique et religieux au sujet de certains OGM et produits dérivés sont fortes au Burkina Faso et ne sont reflétées dans l'objectif visé. Cette situation pourrait amener certains groupes de la société burkinabé à se dire que leurs préoccupations ne sont pas prises en compte dans ces règles. Cette insuffisance devra être comblée.

Les règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie s'appliquent aux "mouvements transfrontières, au transit, à la manipulation en confinement et sur le terrain, et à l'utilisation de toute plante et/ou semence transgénique et les produits dérivés qui pourraient avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et comporter également des risques pour la santé humaine et animale".

L'interprétation de ce champ d'application pourrait conduire à se demander si oui ou non l'utilisation (introduction dans l'environnement) des animaux transgéniques est

prise en compte, dans la mesure où il n'est pas explicitement fait cas de tels produits comme il en a été pour le cas des plantes. Cela se justifie peut-être par le fait qu'à l'époque de l'élaboration des règles, l'introduction au Burkina Faso de plantes OGM était plus probable que celle d'animaux transgéniques. Une spécification expresse aux animaux transgéniques devra être faite afin de lever l'équivoque. En outre, les microorganismes ne sont pas mentionnés dans le champ d'application.

Le document des règles contient des termes qui méritent d'être définis et reportés dans un chapitre des dispositions générales. En effet, les définitions des expressions se rapportant aux activités sur les OGM (telles que utilisation confinée, expérimentation en champ, introduction dans l'environnement, mise sur le marché, utilisation directe pour l'alimentation humaine ou animale, transformation, information confidentielle, ...) d'une part, et aux produits d'OGM (produits transgéniques, semences transgéniques, dérivé d'OGM, ...) d'autre part, couverts par les règles doivent figurer dans le corps du document des règles, afin d'éviter leur interprétation subjective ou erronée.

Les arrangements institutionnels prévus par les règles nationales de biosécurité ont pour objet d'assurer la sécurité biotechnologique par la répartition des fonctions et des rôles à des institutions et structures bien définies, selon les domaines de compétence. A l'examen du chapitre des règles sur l'administration réglementaire et scientifique en matière de biosécurité, deux observations transparaissent à ce sujet; il s'agit premièrement de la prédominance du personnel scientifique dans la composition des membres de l'Observatoire National de Biosécurité, structure chargée de veiller à l'application des règles, alors que de façon générale les préoccupations en matière d'OGM couvrent non seulement les questions scientifiques, mais également les préoccupations économiques, sociales, voire éthique, et deuxièmement de la non spécification des institutions et autres acteurs compétents devant figurer dans la composition de tous les comités pour la prise de décision.

—► **Au titre des dispositions spécifiques**

Les règles prévues pour les travaux en milieu confiné semblent destinées à être appliquées aux plantes génétiquement modifiées, ce qui paraît limitatif, quand on sait que l'impact négatif potentiel des animaux transgéniques sur l'environnement et la santé humaine est à prévenir également. Il reste bien entendu qu'à l'époque des réflexions sur les présentes règles, les expérimentations des animaux transgéniques n'étaient pas d'actualité, mais pour une vision à moyen ou long terme, cela ne devrait pas être occulté.

Encore une fois, les présentes règles semblent se focaliser plus en avant sur les plantes transgéniques lorsqu'on examine les dispositions prévues pour l'expérimentation en champ. En effet, ce chapitre fait mention uniquement des semences transgéniques végétales, alors qu'il n'est pas exclus que le Burkina Faso importe des animaux transgéniques (le poisson transgénique par exemple) pour des besoins de recherche ou de production.

En plus des insuffisances ci-dessus évoquées, il convient de rappeler qu'en tant que textes réglementaires les présentes règles ont une force juridique limitée. Cette

situation ne donne pas la main libre aux acteurs de la prévention des risques biotechnologiques dans l'application de la politique nationale en matière de prévention des risques biotechnologiques. C'est sans doute pour cette raison qu'en adoptant ces règles, le Gouvernement les a qualifiées de matériau de base qui doit permettre l'élaboration d'une loi en la matière de biosécurité.

Au demeurant, ces règles ne sauraient être perçues comme étant exhaustives et encore moins figées. Elles s'inscrivent dans un processus dynamique, s'adaptant à l'évolution du contexte national en rapport avec l'évolution de la situation vis-à-vis des composantes de leur champ d'application.

5.2 ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES AU BURKINA FASO

Compte tenu des insuffisances, incohérences et difficultés décelées à travers l'examen critique des éléments constitutifs des composantes du cadre national pour la prévention des risques biotechnologiques au Burkina Faso d'une part, le besoin de capacités nécessaires pour l'application effective de toutes les dispositions visant à assurer la sécurité en biotechnologie dans le pays d'autre part, les orientations suivantes sont dégagées:

A) Au titre des politiques et stratégies nationales en matière de biosécurité :

- procéder, dans la mesure du possible, à l'intégration des préoccupations en matière de sécurité en biotechnologie dans les politiques sectorielles en relation avec la protection de l'environnement, de la diversité biologique et de la santé humaine; cela se fera par la relecture de certains outils pertinents (pour y faire figurer clairement les questions liées au développement et à l'utilisation des produits transgéniques) tels que, par exemple:
 - le Plan Stratégique de la Recherche Agricole,
 - la stratégie opérationnelle de croissance durable des secteurs de l'agriculture et de l'élevage,
 - la politique forestière nationale;
 - le Code de l'Environnement,
 - le Code de Santé public.
- procéder à l'élaboration d'une stratégie nationale consacrée spécifiquement à la biotechnologie.

B) Au titre du cadre légal, réglementaire:

- procéder à l'élaboration et à l'adoption d'une loi consacrée à la sécurité en biotechnologie; cet exercice devra s'inspirer du document des règles nationales en matière de sécurité en biotechnologie tout en apportant les corrections nécessaires aux insuffisances, duplications et difficultés recensées, afin que:
 - l'objectif de la loi fasse transparaître non seulement les considérations pour la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable des ressources

biologiques et la préservation de la santé humaine, mais également les considérations d'ordre éthique (morales, philosophiques et religieuses),

- la loi s'applique clairement non seulement à la flore, mais également à la faune et aux microorganismes,
- la loi réserve un article spécial à la définition de certains termes utilisés,
- les arrangements institutionnels prévoient la composition des membres et n'omettent pas les principales compétences et sensibilités qui conviennent,
- les travaux en milieu confiné s'appliquent clairement non seulement à la flore, mais également aux animaux et aux microorganismes,
- l'application des dispositions transitoires prévues dans les règles nationales en matières de sécurité en biotechnologie soit mise en œuvre sans délai.

Cette loi devra en avant par rapport certaines mesures de prévention des risques biotechnologiques, conformément au Protocole, comme par exemple:

- la procédure d'accord préalable donnée en connaissance de cause,
- la procédure simplifiée,
- les règles en cas de situation d'urgence,
- l'évaluation et la gestion des risques,
- un régime de responsabilité et de réparation,
- le processus de suivi et de contrôle.

En outre, la future loi devra être en harmonie avec les cadres nationaux de biosécurité des pays de la sous région, voire de la région Afrique. A cet effet, la "Loi Modèle Africaine sur la Sécurité en Biotechnologie", adoptée par les Chefs des Etats membres de l'Union Africaine en 2001, constitue une référence de bonne facture.

D'une manière générale, on devra également garder à l'esprit la logique généralement admise dans la structuration des lois consacrées à la biosécurité.

Ainsi, la loi doit être constituée de quatre principales parties, à savoir:

- les dispositions générales,
- les dispositions spécifiques,
- les dispositions finales,
- les dispositions transitoires.

Les dispositions générales portent sur les questions qui circonscrit le cadre auquel s'applique la loi, notamment la définition des termes selon le contexte, l'objectif visé, le champ d'application, les arrangements institutionnels, les obligations touchant les personnes concernées par les activités tombant dans le champ d'application.

Les dispositions spécifiques sont celles qui réglementent les activités proprement dites (ex: utilisation confinée en laboratoire et en champ, introduction dans l'environnement importation, exportation, commercialisation, ...).

Les dispositions finales ont trait à la conduite à tenir par les personnes concernées (ex: notification, accusé de réception, évaluation des risques, gestion des risques, participation du public, prise de décision, information du public et du Centre d'Echange, annexes relatives à certaines dispositions spécifiques, responsabilité et réparation, mise en œuvre, inspection, suivi évaluation, ...).

Les dispositions transitoires ont trait aux mesures techniques, administratives et juridiques à prendre avant l'entrée en vigueur de la loi, afin de permettre l'adaptation des situations anciennement régie par les lois antérieures à la nouvelle loi.

La matérialisation de cette orientation a conduit à l'élaboration du projet de loi présenté en annexe 2.

C) Au titre du cadre administratif

Dans la pratique, les groupes d'acteurs qui ont en charge la mise en œuvre des politiques et stratégies n'ont jusque là pas fonctionné dans un cadre national formel, consacré aux questions liées à la sécurité en biotechnologie. Dans ce contexte, une des tâches à accomplir est de convenir des dispositions institutionnelles à prendre en matière de sécurité en biotechnologie, qui désignent clairement les structures compétentes dans le domaine, notamment pour ce qui concerne la réception et le traitement des demandes d'autorisation d'importer les OGM ainsi que le processus à suivre pour la prise de décision. En effet, pour parvenir à un consensus sur les travaux en biotechnologie moderne et les utilisations de leurs produits, tous les acteurs et les utilisateurs doivent prendre une part active aux prises de décision et s'engager fermement dans leur application.

Dans ce cadre, l'un des défis majeurs qui se pose concerne la nécessité de définir une démarche méthodologique permettant d'atteindre les résultats escomptés des déclarations d'intentions par des actions concrètes sur le terrain.

D) Au titre de la mise à disposition des capacités indispensables à l'application effective du cadre national de biosécurité:

Le Burkina Faso a un besoin crucial de développer, contrôler, évaluer et gérer les risques dans les activités et touchant à l'utilisation des OGM. C'est pourquoi les besoins suivants s'imposent:

- la formation de personnel adéquat,
- la création de laboratoire indispensables et/ou le développement des laboratoires pertinents existants,
- le renforcement des capacités en matériel technique adéquat,
- l'intégration des modules de formation sur les biotechnologies et la biosécurité dans les établissements secondaires et universitaires du pays, afin de susciter l'engouement pour la recherche et la régulation en ces dites matières.

Le présent cadre national en matière de prévention des risques biotechnologiques a un caractère dynamique et évolutif et devra, à chaque fois que de besoin, être relu en conséquence.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Burkina Faso, 2004: Règles Nationales en matière de Sécurité en Biotechnologie.

Burkina Faso, 2001: Stratégie Nationale et Plan d'Action du Burkina Faso en matière de Diversité Biologique.

Burkina Faso, 2001: Stratégie Nationale d'Education Environnementale

Laraba ILLY & Roger G. ZANGRE, 2003: Etude sur la portée et l'impact de la mise en circulation des OGM et produits dérivés au Burkina Faso. Etude pour le projet PNUE-FEM intitulé "Développement d'un cadre national pour la prévention des risques biotechnologiques au Burkina Faso".

Organisation des Nations Unies, 1992: Convention sur la Diversité Biologique, texte et annexes.

Organisation de l'Unité Africaine, 2001: Loi Modèle Africaine sur la Sécurité en Biotechnologie.

Organisation des Nations Unies, 2000: Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, texte et annexes.

Projet PUE-FEM pour le développement des structures nationales de biosécurité, 2004: Boîte à outils pour le développement des structures nationales de biosécurité

Projet PUE-FEM pour le développement des structures nationales de biosécurité, 2002: Document du projet national du Burkina Faso.

PNUE/CDB, 2004: Rapport de la première conférence des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

Roger G. ZANGRE & François S. MASSIMBO, 2002: Inventaire et évaluation détaillés en matière de biotechnologie au Burkina Faso. Etude pour le projet PNUE-FEM intitulé "Développement d'un cadre national pour la prévention des risques biotechnologiques au Burkina Faso"

Secrétariat Général du Gouvernement du Burkina Faso, 2000: Constitution du Burkina Faso.

Solagral, 2002: Dossier technique/ Atelier de formation sur la biosécurité en Afrique francophone.

Soumayila Boniface BANCÉ, 2004: Note d'information sur la biotechnologie, les Organismes Génétiquement Modifiés et la Biosécurité. CASEM du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie

Soumayila Boniface BANCÉ, 2004: Conventions et accords en rapport avec les organismes génétiquement modifiés. Atelier Social Alerte/Coalition de Veille Face aux OGM.

UICN, 2003: Guide du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

ANNEXES

Arrêté	1ECNA-DSA du 02/02/1962 et son modificatif	Restriction aux importations et exportations des végétaux, produits d'origine animale ou végétale et matières diverses pouvant renfermer des parasites	
NATURE	REFERENCE	OBJET	OBSERVATIONS
Constitution	N°1484/Dev du 04/08/1966	Constitution du Burkina Faso	Prescrit le droit à un environnement sain
Loi Raabo	N°15/94/ADP du 05/05/84 AN-V 20PP-SN-AS du 13/02/1998	Organisation de la concurrence au Burkina Faso Réglementation de la sortie de prélèvements biologiques du Burkina Faso	Contient des disposition pouvant être applicables à l'utilisation des OGM (articles 26 et 29)
Arrêté	N°0016 du 25/04/1983	Contrôle de la qualité des produits	Aucune disposition spécifique sur les OGM
Loi	N°23/94/ADP du 19/05/94	Code de la Santé Publique au Burkina Faso	
Arrêté	N°10/026 du 17/05/2000	Liste des produits soumis au certificat national de conformité.	Institue l'homologation des produits visés et l'autorisation préalable des services compétents avant leur importation, leur fabrication, leur vente.
Loi	N°04/96/ADP du 08/11/96 et son modificatif N°006/98/AN du 26/03/98	Instituant un contrôle des pesticides au Burkina Faso	
Zatu (Loi)	N°006/97/ADP du 30/01/97	Code Forestier au Burkina Faso	Regroupe la législation forestière, faunique et la pêche.
Zatu (Loi)	AN IV-14 du 05/12/1986	Organisation du contrôle des spécialités agro-pharmaceutiques et des spécialités assimilées.	
Décret	N°61-348 du 16/08/61	Contrôle phytosanitaire et réglementaire des conditions d'importation des végétaux, produits d'origine végétale ou animale et autres matières entrant ou sortant de la Haute-Volta	
Décret	N°94-14 du 06/01/94	Institution d'un certificat national de conformité des produits destinés à la consommation au Burkina Faso	
Décret	N°92-147 du 05/06/1992	Ratification de la convention portant création du centre international de recherche développement sur l'élevage en zone sud-humides	Laboratoire de référence d'analyse pour l'amélioration de la production animale
Kiti	AN-IV 182 du 05/12/1986	Procédure d'homologation des spécialités assimilées	
Décret	N°66-147 du 05/05/1966	Interdictions sur tout le territoire de la République de la Haute-Volta de la culture de toute espèce ou variété de cotonnier autre que celle dont les semences sont fournies par les organismes officiels	
Décret	N°94-14 du 06/01/1994	Institution d'un certificat national de conformité des produits destinés à la consommation au Burkina Faso	
Décret	N°99-377 du 28/10/1999	Création du laboratoire national de santé publique	Laboratoire de référence à compétence étendue.

ANNEXE 1 : Références des textes en rapport avec les OGM

ANNEXE 2 : Références des conventions et accords en rapport avec les OGM et ratifiés par le Burkina Faso

Titre	Références
Convention sur la diversité biologique	- Décret N°93-292 R.U du 20-09-1993

	<ul style="list-style-type: none"> - Loi N°17-93ADP du 24-05-1993, promulguée par décret 93-189 du 16-6-1993 - Journal officiel du 23-9-1993 p 1514
Convention internationale pour la protection des végétaux	<ul style="list-style-type: none"> - Décret N°95-93 du R.U 7 mars 1995 - Loi N° 61-94 ADP du 22-12-1994, promulguée par décret 95-16 du 18-1-1995 - Journal officiels 1995 p570
Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	<ul style="list-style-type: none"> -Décret N°2003-208/PRES/PM/MAECR/MFB/MECV du 25 avril 2003 - Loi N°029-2002/AN du 16/10/2002, promulguée le 23 juin 2003 - Journal officiel
Traité international sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture	
Codex alimentarius de la FAO	
L'Organisation Mondiale du Commerce (ses accords)	

ANNEXE 3: Voir document intitulé: Règles Nationales en matière de sécurité en Biotechnologie